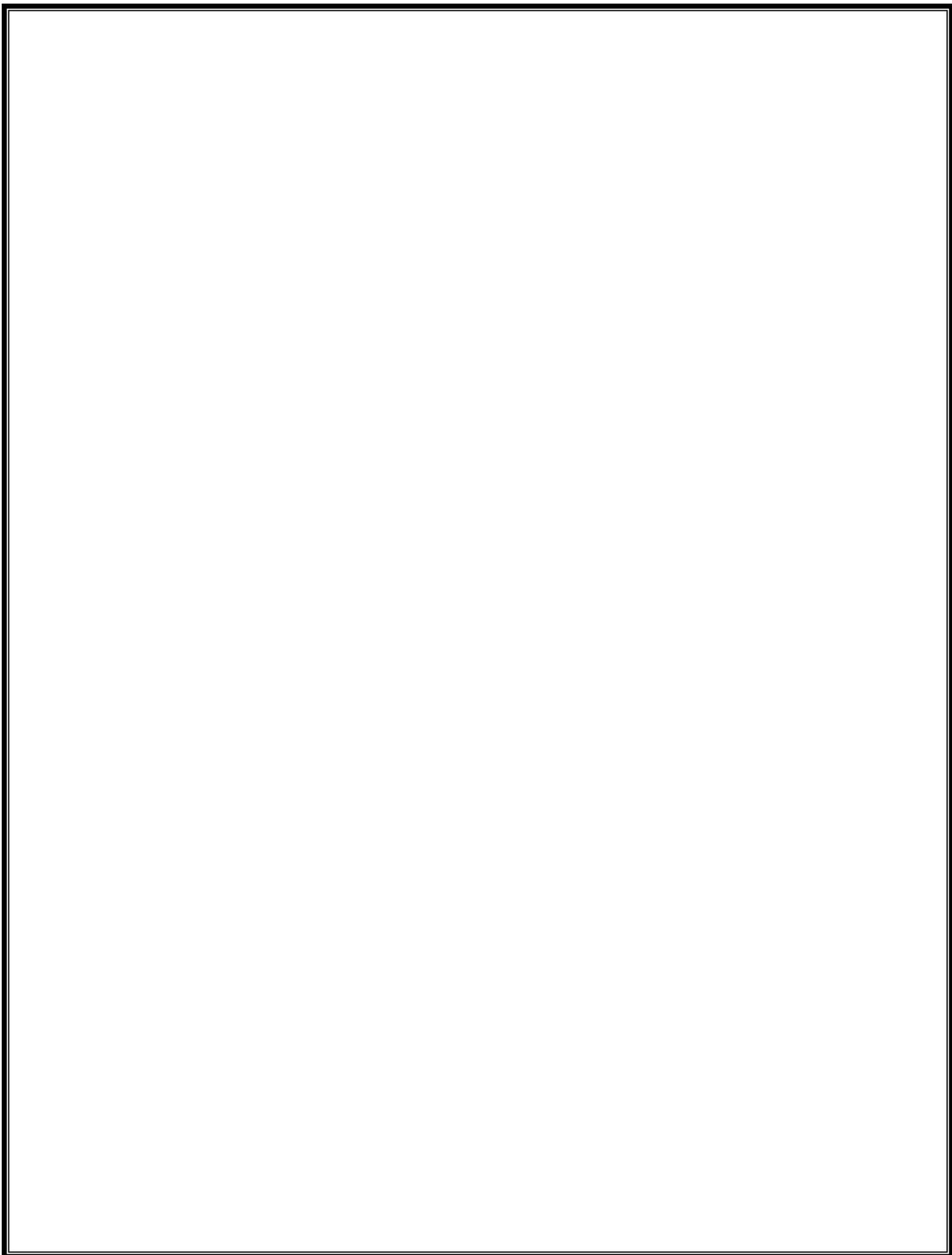


RAPPORT ANNUEL 2011-2012



PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE
LE 23 OCTOBRE 2012
à Kapuskasing, Ontario



RAPPORT ANNUEL

2011-2012

Action ontarienne contre la violence faite aux femmes a poursuivi cette année ses activités de manière à être fidèle au plan d'action « Ensemble, ça marche » qu'elle s'est donné pour les années 2010 à 2014. Grâce à la collaboration de nos organismes membres et d'autres services en français à travers la province, de nos partenaires communautaires, et grâce aux bailleurs de fonds qui cherchent, comme nous, à éliminer la violence faite aux femmes, nous avons pu travailler à plusieurs aspects de la prévention de cette violence.

Dans le plan d'action, nous nous sommes fixé les trois buts suivants :

- l'élimination de la violence contre les femmes dans toutes leurs diversités, par l'atteinte des droits à l'égalité;
- la pérennité du réseau autonome des services en français en matière de violence contre les femmes;
- la reconnaissance des besoins de la communauté des femmes d'expression française de l'Ontario et la défense de leurs droits.

Nous espérons qu'à la lecture du présent rapport, vous serez en mesure de constater les progrès réalisés dans notre secteur à travers les activités menées par le conseil d'administration, les intervenantes du réseau, les contractuelles et les membres du personnel.

But 1 : L'élimination de la violence contre les femmes dans toutes leurs diversités, par l'atteinte des droits à l'égalité

La violence faite aux femmes étant un enjeu d'égalité entre les sexes, nos actions doivent viser l'atteinte des droits à l'égalité des femmes tels que reconnus dans la Charte canadienne des droits et libertés ou les autres conventions internationales dont le Canada est signataire. Ceci nous oblige à travailler à faire changer les lois, réglementations, politiques ou décisions qui vont à l'encontre de ces droits acquis, en faisant connaître au grand public nos analyses des enjeux et en les faisant valoir auprès des décideurs et décideuses. Par exemple cette année, nous avons obtenu le statut d'intervenante devant la Cour d'appel de l'Ontario, par notre participation à la Coalition féministe abolitionniste pancanadienne en matière de prostitution. Nous avons également signé la pétition portant sur la protection des droits des femmes menacés à l'ONU sous prétexte de « valeurs traditionnelles » et diffuser des informations et écrit des lettres aux gouvernements fédéral et provincial concernant l'élimination du registre des armes à feu. De plus, nous avons manifesté notre désaccord devant certaines dispositions du projet de loi omnibus contre le crime et celui portant atteinte aux droits des réfugiés et réfugiées.

Nous sommes également intervenues en écrivant à la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels de l'Ontario, pour faire connaître à quel point la présence des agresseurs pouvait intimider les femmes au moment où elles se présentent aux audiences. Toujours au niveau provincial, nous participons au comité consultatif sur la traite des personnes, comité mis sur pied par le Ministère du Procureur général.

But 2 : La pérennité du réseau autonome des services en français en matière de violence contre les femmes

Depuis ses débuts, AOcVF mise sur la concertation entre les intervenantes francophones des organismes membres afin de définir les meilleures actions à entreprendre pour arriver à améliorer l'accès aux services en français (SEF) à travers la province. Nous organisons chaque année deux rencontres provinciales des intervenantes, d'une durée de trois journées pendant lesquelles nous offrons de la formation et discutons des enjeux, des défis, et des solutions possibles. En 2011, ces rencontres ont eu lieu les 18-19-20 mai (pour les intervenantes des programmes en agression à caractère sexuel) et les 15-16-17 novembre pour les intervenantes de ceux en violence conjugale. Chaque fois, entre 25 et 40 intervenantes y prennent part.

Consolider les infrastructures

Outiller les intervenantes ne suffit pas. Il faut aussi que les infrastructures dans lesquelles elles travaillent soient solides. Voici ce que nous avons accompli à ce niveau :

- Début d'une tournée des conseils d'administration (et des équipes) de notre réseau, pour parler des enjeux, des SEF et de gouvernance (Centre Victoria pour femmes en juin 2011, Colibri Centre des femmes du comté de Simcoe en septembre 2011, Oasis Centre des femmes en décembre 2011, Centre Novas en mars 2012, Centre Passerelle pour femmes du Nord de l'Ontario et Villa Renouvellement également en mars).
- Soutien offert à la nouvelle directrice du Réseau-femmes du Sud-ouest de l'Ontario (RFSOO).
- L'amélioration de l'accès aux services directs fait partie du rôle d'AOcVF. À ce titre, nous avons soutenu en cours d'année le développement de la Maison d'hébergement pour les femmes francophones de Toronto qui ouvrira ses portes d'ici la fin de 2012.
- Rencontre des gestionnaires du réseau pour préparer un manuel de gestion en février 2012, 22 participantes.

Prévention et sensibilisation

Faire de la prévention implique pour les SEF d'avoir accès à des outils concrets et adaptés à la réalité des femmes en milieu minoritaire. Pour ce faire, nous avons travaillé avec nos organismes membres et d'autres programmes à l'amélioration de la prévention, de la sensibilisation et de l'accès aux services en français (SEF) en agressions à caractère sexuel et en violence conjugale, pour les femmes dans toutes leurs diversités.

Nous avons élaboré une campagne d'éducation publique sur la violence à caractère sexuel, en partenariat avec la Ontario Coalition of Rape Crisis Centres (OCRCC), où six miniscénarios sont présentés afin de susciter la réflexion et la discussion sur les rôles que peuvent jouer les personnes de l'entourage témoins d'une agression à caractère sexuel. En plus de nos membres, le Centre ontarien de prévention des agressions (COPA), la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO), Le Phénix et Opale et le Mouvement Ontarien des Femmes Immigrantes Francophones (MOFIF) ont participé à l'élaboration du matériel de la

campagne, pour s'assurer que les scénarios soient utiles pour leur clientèle respective. Par le biais des réseaux sociaux, la campagne rejoint une plus grande partie de la population, tout en permettant aux CALACS ou autres organismes d'utiliser le matériel en salle de classe ou lors de présentations publiques. Pour plus d'information, visitez le www.tracons-les-limites.ca.



Voisin-es, ami-es et familles

En matière de violence conjugale, AOcVF coordonne toujours la campagne Voisin-es, ami-es et familles (VAF) en collaboration avec ses organismes membres, à travers l'Ontario français. À titre de réalisations, les objectifs de la campagne VAF ont été dépassés : 75 ateliers de niveau 1, 37 ateliers de niveau 2, et 5 ateliers de niveau 3 ont été offerts à travers la province et la campagne VAF a été visible lors de 31 conférences et événements dans la communauté. Dans le cadre de ces activités, on a rejoint 8 030 personnes et distribué 18 626 items de matériel VAF.

Les agentes régionales VAF ont pu participer à des formations leur permettant de développer davantage leurs capacités à faire des présentations dans les communautés. Un sondage a aussi été mené auprès de leaders communautaires de l'Ontario, qui semble indiquer entre 2009 et 2011, un accroissement des connaissances quant à l'existence et aux services et programmes de VAF et de Fem'aide.



S'est aussi poursuivi le soutien à la coordination de la **Ligne Fem'aide**, porte d'entrée des services en français. Suite à une évaluation interne du service, un plan d'action a été élaboré pour guider la prochaine phase de consolidation de Fem'aide, tant au niveau de l'intervention, que de la promotion et la coordination du service entre les trois régions qui gère le service.

C'est sous le thème de l'harmonisation que se fait ce travail :

- l'harmonisation des pratiques de gestion (uniformisation des critères d'embauche et de sélection du personnel et uniformisation des paramètres d'évaluation)
- l'harmonisation de la formation des intervenantes (supervision, formation de base, formation continue)
- l'harmonisation des initiatives de promotion
- l'harmonisation et la mise à jour des bases de données régionales.

Les efforts de communication tant pour Fem'aide que pour la campagne VAF seront, pour les prochaines années, essentiellement basés sur une stratégie de blogue et diffusion dans les réseaux sociaux Facebook et Twitter.

Un financement dans le cadre de l'Entente Canada-Ontario nous a permis de réaliser une analyse des initiatives et stratégies de promotion utilisées au cours des dernières années, ce qui guidera notre travail de planification.

Formation

Comment assurer la pérennité de nos services si ce n'est qu'en nous assurant que les services offerts soient de qualité? En plus de ce qui se fait dans chacun des services en termes de supervision, formation, encadrement, AOcVF contribue à la qualité des services par le moyen de formation.

Sous l'égide de notre **Institut de formation en matière de violence faite aux femmes**, financé par la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario, une quarantaine d'activités de formations ont eu lieu en 2011-2012, au bénéfice de plus de 670 participantes, en plus des personnes inscrites à la formation en ligne. Mentionnons entre autres :

- 2 rencontres provinciales de formation des intervenantes (59 participantes)
- Une formation provinciale des intervenantes à la ligne Fem'aide (32)
- Une formation provinciale des gestionnaires (22)
- Une formation provinciale des intervenantes des programmes pour enfants (28)
- 26 formations portant sur une variété de sujets, souvent offertes en collaboration avec des organismes du réseau, en région ou au niveau provincial (497)
- Participation à 5 conférences (10)
- Conférence utilisant le matériel d'AOCVF, en ce cas-ci, la vidéo « Faire le pont - Across the Chasm » en milieu hospitalier (24)
- Préparation et diffusion d'une douzaine de baladodiffusions, entre autres, 6 sous le format de « courriel de Madeleine »
- Le nombre d'inscriptions à la formation en ligne a dépassé 450

De plus, une contribution additionnelle de la DGCFO a permis d'offrir des formations plus spécialisées à 149 participantes, plus spécifiquement sur **l'intervention auprès des survivantes d'agressions à caractère sexuel**.

L'Institut a également contribué à l'élaboration d'un module qui analyse les enjeux liés à la triple problématique de **violence faite aux femmes, santé mentale et toxicomanie** (vff, sm et tox.) dans un but de formation et d'amélioration de l'accès à cette information en français, en particulier dans le Nord de l'Ontario, grâce à un financement de Santé Canada en partenariat avec la Société Santé en français, Réseau francophone de santé du Nord de l'Ontario.

De plus, l'Institut a collaboré à l'offre de formations sur les enjeux juridiques en droit de la famille, entre autres à partir des outils « Après la rupture » élaborés dans le cadre du projet financé par Condition féminine Canada.

Nous sommes membres du Groupe de référence (Resource Group) qui est en fait un comité consultatif pour le VAW Learning Network, une initiative du Centre for Research & Education on Violence against Women and Children.

Publications et communications

Deux nouveaux modules de formation (Module 1.3 - Oppression des femmes et de certains groupes de femmes et module 2.5 - Agression à caractère sexuel et sexualité des femmes de 55 ans et plus); des outils de sensibilisation sur l'agression sexuelle à l'intention des jeunes du secondaire; des fiches de sensibilisation à différentes formes de violence, reprises sous le format de « courriel de Madeleine », dont 6 fiches spécifiques à la triple problématique

(violence faite aux femmes, santé mentale et toxicomanie), en version imprimée et audio; et réimpression de publications et d'outils existants.

Analyse des enjeux

Parmi les enjeux qui ont retenu notre attention cette année :

- la traite des personnes (participation au comité consultatif)
- le projet de loi omnibus anti-crime
- le projet de loi sur les réfugiés et réfugiées, projets de loi sur l'immigration
- la prostitution, décision Himel
- la réforme en droit de la famille
- réforme d'Aide juridique Ontario
- les changements à la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels
- l'âge de consentement
- l'autodéfense
- les pensions alimentaires
- les droits et réalités LGBTQ
- les élections provinciales

Amélioration de l'accès à la justice et à l'éducation juridique populaire

Nous avons continué à faire valoir le bien-fondé de la mise sur pied du **Centre de services juridiques pour les femmes francophones**, pour lequel nous avons également participé à une **étude sur les besoins juridiques des femmes francophones en Ontario**, menée par le Centre francophone de Toronto. En partenariat avec nos organismes membres des diverses régions, nous cherchons à concevoir un modèle de prestation de services pour bien desservir les femmes francophones. Nous poursuivons nos efforts afin d'obtenir du financement pour le développement de ce modèle de prestation de services qui permettra aux femmes francophones d'obtenir de l'information et du soutien juridiques au moment où elles quittent un conjoint violent.

En matière d'**éducation juridique populaire**, AOcVF continue à veiller à ce que la campagne **Femmes ontariennes et droit de la famille** (FODF) www.undroitdefamille.ca soit capable de répondre aux besoins des Franco-ontariennes par la diffusion d'outils et de renseignements sur leurs droits en matière de droit de la famille. Au cours de la période visée par le présent rapport, nous avons développé des outils (dont le livret n° 13 – La violence conjugale), mis à jour le site web, fait la promotion de la campagne, travaillé en collaboration avec le personnel du Metropolitan Action Committee on Violence Against Women (METRAC) et offert des ateliers d'information juridique. Nous avons distribué les présentoirs aux organismes membres d'AOcVF, ainsi qu'à d'autres organismes francophones en Ontario, entre autres, les Centres d'information en droit de la famille et les bureaux de droit de la famille financés par Aide juridique Ontario. Pour l'année 2011-2012, nous avons distribué **6 857** outils en plus des 4 410 outils qui ont été commandés directement auprès de ServiceOntario. Ces activités reçoivent du financement de la DGCFO.

Dans le but d'améliorer la sécurité des femmes, nous avons obtenu du financement de Condition féminine Canada, pour le projet **Outiller vers la sécurité**. Parmi les activités, nous

avons offert la formation **Après la rupture**, à partir du matériel obtenu de Luke's Place, que nous avons traduit et adapté en français. Sept sessions de formation ont été offertes en tout, soit 3 dans la région du Nord, 1 dans la région du Sud, 2 dans la région de l'Est et 1 formation qui s'est tenue à Ottawa et qui regroupait des intervenantes de toutes les régions de la province. De plus, les participantes aux rencontres de concertation ont pu bénéficier d'ateliers portant sur le droit de la famille, en particulier sur l'aspect de l'accès aux services disponibles. Nous avons également développé une formation sur les **requêtes de mesures d'urgence** d'une durée de 7 heures qui sera offerte aux intervenantes qui ont suivi la formation Après la rupture.

Nous avons également collaboré avec le Centre ontarien de prévention des agressions (COPA) à la mise à jour du **module sur les droits légaux** en lien avec l'autodéfense, et participé à l'élaboration d'une formation en ligne sur le **droit de la famille** en collaboration avec Springtide Ressources et Luke's Place.

Le site web www.droitsdesfemmes.ca se veut une référence rapide, simple et accessible pour toutes. On y retrouve de l'information en droit de la famille, droit criminel, des recherches et études, des liens vers des ressources et services, des capsules d'information concernant la réforme en droit de la famille et autres enjeux juridiques. Nous ajouterons en 2012-2013 des informations sur le droit de l'immigration.

Toujours en matière d'accès à la justice pour les femmes, nous nous sommes affairées à revendiquer des postes francophones dans le cadre du **programme des agentes de soutien à la cour de la famille**. Pour ce faire, nous avons multiplié les démarches auprès des décideurs et décideuses, et nous allons continuer de revendiquer pour obtenir des postes additionnels. Malgré le nombre limité de postes francophones, nous étions tout de même prêtes à offrir de la formation à 14 agentes de soutien à la cour et à développer des ressources en ligne pour les agentes. Cette formation sera également offerte à d'autres intervenantes dès le printemps 2012. Sur le site www.droitsdesfemmes.ca, nous avons créé un espace réservé aux agentes de soutien à la cour de la famille afin d'encourager les échanges et le partage d'information juridique. Ce projet en collaboration avec le Luke's Place Resource and Support Center for Women, a été financé par la Division des services aux victimes et aux personnes vulnérables du ministère du Procureur général.

Autres collaborations

Parmi les activités qui soutiennent le réseau des SEF dans le domaine de la violence faite aux femmes, AOcVF s'implique dans le **développement de nouvelles initiatives, dont la recherche**, dans le but de mieux desservir les femmes d'expression française. Cette année, nous avons rencontré nos collègues de Luke's Place et nous allons travailler sur un plan de mise en œuvre du **Centre d'excellence pour soutenir les femmes victimes de violence dans leurs démarches à la cour de la famille**, un projet qui vise l'analyse des enjeux liés au droit de la famille.

Nous avons également accepté de collaborer à un comité de **recherche sur les communications mères et enfants**, avec le professeur Simon Lapierre et la professeure Cécile Coderre de l'Université d'Ottawa. Ce projet permettra de développer un nouveau

partenariat regroupant des chercheuses universitaires spécialisées en violence conjugale et des milieux d'intervention qui travaillent auprès de femmes et d'enfants francophones vivant dans un contexte de violence conjugale.

En effet, les résultats de l'étude permettront de cerner la réalité et les besoins des femmes et de leurs enfants, en plus de documenter l'importance et la place que les intervenantes en maisons d'hébergement accordent à la communication mère-enfant dans leurs interventions.

Le soutien aux enfants et à leurs mères est un sujet d'intérêt pour AOcVF depuis déjà quelques années. Dans cette continuité, nous travaillons à la réalisation d'une série de **clips vidéo**, financée dans le cadre de l'entente Canada-Ontario. Nous avons retenu les services de la romancière Michèle Matteau pour la scénarisation de 6 clips d'une durée totale de 30 minutes. Nous terminons aussi la production du livret « **Mon livre à moi** », à l'intention des enfants participant aux programmes pour enfants exposés à la violence. Les illustrations sont superbes, elles ont été réalisées par une jeune artiste franco-ontarienne, Catherine Séguin.

Finalement, en matière de **coopération internationale**, AOcVF a fait une présentation au Colloque international pluridisciplinaire « Contribution en vue d'une politique publique de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en Haïti » au sujet de son modèle de réseau provincial en matière de SEF en violence faite aux femmes (concertation, formation, prévention, sensibilisation, réseautage) à Port-au-Prince en janvier 2012, à l'invitation des femmes haïtiennes avec qui nous avons déjà eu plusieurs échanges depuis 2009. Elles sont très intéressées par les outils de formation dont les modules de la formation en ligne et le matériel de la campagne VAF.

But 3 : Reconnaissance des besoins de la communauté des femmes d'expression française de l'Ontario et la défense de leurs droits

Nous avons travaillé avec le **bureau de la coordonnatrice des SEF du secteur justice** et participé à la rencontre des intervenantes et intervenants francophones le 1^{er} et 2 mars 2012. Nous avons pu y soulever les besoins en matière de politique de développement des SEF dans le cadre de l'allocation des postes d'agentes de soutien à la cour.

D'autre part, l'implication de longue durée d'AOcVF dans ce comité lui a valu une invitation à présenter lors d'un colloque au Pays de Galles en avril 2012, où Gaëtane Pharand fera une présentation sur les stratégies que nous avons utilisées au cours des ans en vue d'améliorer l'accès aux SEF.

C'est avec enthousiasme que nous participons au **comité interministériel mis sur pied par la Direction générale de la Condition féminine de l'Ontario** qui vise une approche coordonnée pour le développement des SEF dans notre secteur. Nous y avons présenté le plan d'action « Ensemble ça marche! », l'historique du développement des SEF, ainsi que notre projet en matière de services juridiques.

Nous avons rencontré à quelques reprises des représentantes du **Ministère des Services sociaux et communautaires**, en particulier dans le cadre des rencontres de la Ligne Fem'aide.

Les membres du conseil d'administration sont impliquées dans ces rencontres le plus souvent possible, et d'ailleurs, elles ont aussi participé en novembre 2011 à l'événement soulignant les **25 ans de la Loi sur les services en français** (LSF) qui a eu lieu à l'Université d'Ottawa.

En guise de conclusion

L'année qui vient de se terminer a été riche de réalisations. Grâce aux partenariats fertiles avec les organismes membres, les partenaires communautaires, les bailleurs de fonds, avec les contractuelles et grâce à l'équipe en place, AOcVF a pu apporter sa contribution à l'épanouissement de la communauté franco-ontarienne. Le conseil d'administration est très fier du progrès dans la réalisation de son plan d'action 2010-2014. Il demeure à l'affût des défis qui se présentent et qui pourraient nuire à l'avancement des droits à l'égalité des femmes et des droits linguistiques en Ontario et au Canada, et il entend poursuivre ses objectifs sans relâche, pour le mieux-être de toutes et tous.

Remerciements

Nous tenons à remercier les bailleurs de fonds et partenaires gouvernementaux qui nous ont permis de réaliser les projets de cette année :

Condition féminine Canada (CFC)

Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (DGCFO)

Fondation Trillium de l'Ontario

Ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario (MSSC)

Ministère du Procureur général (MPG), Division des services aux victimes et aux personnes vulnérables

Office des affaires francophones de l'Ontario (OAF)

Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario

Société Santé en français et Santé Canada

Nous tenons également à remercier :

Les contractuelles

Louise Allaire

Lucie Brunet

Suzanne Cloutier

Mélanie Gatt

Paule LaRoche

Julien Lelièvre

Pascale Ouellette

Johanne Ouimette

Catherine Séguin

Adama Touré

Les stagiaires de la Faculté de droit Section de common law de l'Université d'Ottawa

Liane Allard
Amélie Pelletier

L'équipe en place

Mélanie Clément
Madeleine Dagenais
Aline Gahimbare
Josée Guindon
Nancy Langlois
Élisabeth Larsen
Maïra Martin
Marie-Lou McMurray
Annette Perrin
Ghislaine Sirois

Par la présente, AOcVF déclare que toutes les mesures sont prises afin de se conformer aux lois et aux règlements pertinents et que l'organisme respecte son mandat et ses règlements internes dans la réalisation de ses activités.

Déposé à Kapuskasing, le 23 octobre 2012 lors de l'Assemblée générale annuelle.



Jeanne Françoise Moué,
Présidente du conseil d'administration